

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. X.

No. 49.

Prix du numéro, 7 centins.—Annonces, la ligne, 10 centins.

Toute communication doit être affranchie.

Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 4 DECEMBRE 1879

AVIS PUBLIC

est par le présent donné qu'en vertu de l'acte du Canada concernant les compagnies à fonds social, de 1877, des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau du Canada, portant la date du premier jour d'octobre 1874, par lesquelles les actionnaires de la compagnie de lithographie Burland-Desbarats, constituant une corporation existante et valide dûment établie par lettres patentes, portant la date du quatrième jour de novembre 1874, et émises sous l'autorité de l'acte de 1869 concernant les lettres-patentes des compagnies à fonds social, et faisant le commerce de

Gravures, de lithographie, d'imprimerie et de publications,

dans la cité de Montréal—ainsi que tous ceux qui pourraient ci-après devenir actionnaires de la dite compagnie, ont été incorporés, comme corps incorporé et politique, ayant succession perpétuelle et un sceau commun sous le nom de la

Compagnie de lithographie Burland (limitée),

avec tous les droits et pouvoirs conférés par l'acte en premier lieu mentionné, et sujet à toutes les conditions et dispositions du dit acte, et dans le but de faire le commerce de

Gravures, de lithographie, d'impressions et de publication

dans le Canada, avec un fonds total de

DEUX CENTSMILLE PIASTRES,

divisé en deux mille actions de cent piastres chaque.

Daté au bureau du Secrétaire d'État du Canada, ce troisième jour de novembre 1879.

J. C. AIKINS,
Secrétaire d'État.

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est imprimée et publiée tous les jeudis par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND (limitée), à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, ou dans le cours des trois premiers mois, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de six mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de L'Opinion Publique, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de L'Opinion Publique, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

SOMMAIRE

La colonisation et les ouvriers, par A. Gélinas.—L'Europe, par M. J. A. Poisson.—Çà et là, par L. O. David.—La prochaine session, par A. Gélinas.—Echos, par A. G.—Nouvelles étrangères.—Le successeur de Mgr Conroy.—Correspondance.—La Moricière.—Le vieux Paris.—La mnette qui parle, par F. du Boisgobey (suite).—Choses et autres.—Gazette des tribunaux.—Le maréchal Bugeaud.—Les échecs.—Le jeu de dames.—Prix du marché de détail de Montréal.

GRAVURES : Ottawa : Vue générale des écluses du pont des sapeurs ; La pêche du saumon en Canada ; Vue de la rivière Godbout du débarcadère Guillemour ; Le Viatique.

LA COLONISATION ET LES OUVRIERS

C'est peut-être une erreur de vouloir s'adresser, comme on le fait en ce moment, à la population ouvrière des villes pour chercher des coopérateurs à l'œuvre de la colonisation. L'agriculture, dans les conditions ordinaires, exige un apprentissage préalable et des habitudes de vie qui font défaut à tous ceux qui ne sont pas nés sur la ferme ou qui n'y ont pas grandi. On ne fera jamais des agriculteurs avec des ouvriers, et à plus forte raison on ne fera pas des colons, puisque le métier du colon est encore plus rude que celui de l'agriculteur ordinaire, dans un pays comme le nôtre, où ce mot signifie défricheur et bucheron, dans un climat rigoureux, presque à l'extrémité des zones cultivables.

Que veut-on que les ouvriers des villes aillent faire dans nos forêts? Ils s'y trouveraient dépaysés et impuissants, et aussitôt arrivés demanderaient à revenir. Le gouvernement et les associations qui les y auraient envoyés s'apercevraient bien vite que c'est de l'argent et du temps perdus.

Nous ne disons pas cela pour essayer d'embarrasser la Société de Colonisation de Montréal, dont les excellentes intentions sont connues de tous, ni aucune autre association. Nous exprimons seulement l'opinion d'un grand nombre en soutenant qu'il vaudrait mieux tourner dans une autre direction des efforts si louables et si généreux.

Que les amis de la colonisation exercent plutôt leur propagande parmi les classes que leur éducation, leur genre de vie et d'occupations rendent propres aux travaux de la terre. Ils y trouveront tout avantage et tout profit.

Sans doute, on peut juger opportun, dans ces temps de malaise industriel, de chercher à dégrèver les villes de leur trop plein de population sans ouvrage. Mais tous les moyens ne sont pas bons pour arriver à ce but, et on n'aura rendu service à personne, ni à la ville, ni au pays, ni aux ouvriers, en dirigeant ceux-ci sur la forêt, en leur persuadant de laisser le théâtre momentanément désolé de leurs travaux ordinaires pour aller embrasser une vie nouvelle et absolument étrangère.

Non, gardons les ouvriers à la ville, essayons de les sauver par l'industrie, s'ils ont besoin d'être sauvés, et laissons la colonisation aux habitants (pourquoi ne pas conserver ce mot que nos ancêtres ont apporté de France et auquel nous avons été habitués.) On ne s'improvise pas défricheur et colon.

Tout au plus, pourrait-on conseiller aux ouvriers robustes, qui ont, en même temps que le courage et l'esprit de persévérance, des notions suffisantes, d'aller prendre des

terres dans les prairies du Nord-Ouest, où il n'y a pas de défrichement à faire et où par conséquent le changement de carrière serait infiniment moins difficile pour eux!

Quant à nos bois, nous ne pouvons compter, pour les ouvrir à la culture, sur d'autres que les fils de nos fermiers et cultivateurs. Cela, pour l'excellente raison qu'eux seuls peuvent entreprendre et exécuter un pareil œuvre. C'est donc à eux qu'il faut s'adresser. Nous n'avons pas à indiquer les moyens à prendre, qui diffèrent naturellement de ceux que l'on suggère pour organiser une colonisation ouvrière, et qui seraient certainement beaucoup plus praticables et plus économiques.

Les cadets d'habitants, sans terre et sans avenir, n'exigeraient pas, pour s'établir sur des terres nouvelles, que le gouvernement se charge de leur subsistance pendant deux ou trois années, qu'il les fournisse de tous les instruments et animaux de ferme dont ils peuvent avoir besoin. Avec un peu d'aide et d'encouragement, on pourrait en décider un bon nombre à suivre l'exemple de leurs pères et à travailler à agrandir le domaine de la famille en pénétrant dans la forêt, et ce qui vaut mieux à y rester après y avoir pénétré au lieu de se décourager et de revenir, ainsi que ne manqueraient pas de le faire des ouvriers. Ils ont pour cela plus de facilités que qui que ce soit.

Autrefois, lorsque les fils de nos habitants partaient pour aller fonder les paroisses qui forment aujourd'hui l'arrière de nos comtés de la rive nord ou les townships de l'est, la famille leur fournissait le plus essentiel et leur venait en aide pendant la phase toujours difficile des débuts. Les familles pourraient encore faire la même chose, et le gouvernement, auquel on ne songeait pas à s'adresser jadis, pourrait intervenir de son côté.

Mais, dira-t-on, les fils de nos fermiers n'ont pas le courage et l'énergie de leurs pères, ils recherchent eux-mêmes la vie plus facile des villes. Et si cela est, pouvez-vous espérer que les ouvriers seront plus courageux et plus énergiques, eux qui ignorent entièrement le métier de défricheur.

A. GÉLINAS.

L'EUROPE

I

Les graves événements politiques qui ont, depuis longtemps, absorbé l'attention du public canadien, ont perdu un peu de leur intérêt depuis le coup de fortune qui a ramené les chefs conservateurs au pouvoir. Or, maintenant que le calme se fait autour de ce ministère appuyé par le peuple, que la fumée des combats se dissipe, l'attention si longtemps concentrée sur des questions locales, embrasse de plus larges horizons et se fixe sur des événements dont le développement, malgré la grande distance où ils se produisent, entraîne des complications sans nombre. La gravité des différends, l'importance des nations à la veille d'en venir aux prises, les conséquences désastreuses que ces complications feront naître, quelle que soit l'issue de la lutte, tout conspire à donner à l'heure troublée où nous sommes, un intérêt exceptionnel.

En effet, l'Europe, ce foyer de la civilisation, donne au monde civilisé un bien triste spectacle. Armée jusqu'aux dents, remplie des rumeurs de guerre quand elle ne retient pas du cliquetis des armes et du grondement du canon, elle voit ses plaines les plus fertiles, abandonnées par la charrue, labourées par les boulets et les obus.

Des nations ne combattant plus pour une noble idée, mais luttant pour un morceau de territoire; des souverains trop faibles pour résister à la pression des peuples; des peuples trop travaillés par les sociétés secrètes pour écouter les voix qui, de distance en distance, lui parlent de droit et de justice; voilà la situation critique de l'Europe.

Quelle en est la cause? Demandez aux peuples ce qu'ils ont fait de cette foi, autrefois si féconde en grandes œuvres. Demandez aux souverains ce qu'ils ont fait de ces principes de justice et de droit prêchés par l'Évangile. Ayant violé le territoire pontifical, comment ne pas convoiter celui du voisin? Ayant laissé s'accomplir la plus grande iniquité des temps modernes, pourquoi intervenir en faveur de l'opprimé?

Politique d'égoïsme grosse de résultats désastreux. De même que la chute de Constantinople, il y a trois siècles, fut une menace perpétuelle pour l'Europe, de même sa chute plus ou moins prochaine, dans des mains plus puissantes, n'en sera pas une menace moins pardonnable. En effet, cette question d'Orient qui a, depuis longtemps, attiré l'attention des hommes d'état européens et pour laquelle la France et l'Angleterre versaient naguère encore le plus pur de leur sang, menace d'éclater plus violente que jamais. Ajournée un instant par le traité de Berlin, elle se dresse de nouveau comme un problème impossible à résoudre. C'est un nœud gordien que le moderne Alexandre veut trancher de sa formidable épée. En attendant, cette question inquiète toute l'Europe et menace toutes les puissances appelées suivant leur position géographique ou leur ambition, à se partager les dépouilles.

Elle menace d'abord l'Autriche qui sent s'agiter confusément dans son sein les éléments hétérogènes qui la composent, et qui par sa position est plus à portée des serres de l'aigle moscovite.

Elle menace l'Angleterre dans sa prépondérance maritime et dans son influence en Asie, car cette question d'Orient a son retentissement jusque dans les profondeurs du continent asiatique.

Elle menace l'Allemagne dans sa prépondérance continentale achetée au prix de deux grandes guerres.

Enfin elle menace la France et l'Italie dans leur influence civilisatrice, ces deux pays étant encore, malgré leur faiblesse relative, le centre des arts et du goût.

La Russie est la seule puissance qui n'ait rien à perdre. Adossée au pôle, elle peut essayer des revers, voir sa marche vers Constantinople retardée, mais rien ne peut arrêter irrévocablement la force irrésistible qui la pousse vers le Bosphore et sur les rives de l'Indus.

L'Angleterre surtout a recueilli les fruits de son égoïsme. Au lieu d'une France puissante, possédant son ancien prestige militaire, l'Angleterre à près d'elle, au moment du danger, une France amoindrie